

Développements récents en matière de supervision bancaire au Libéria

Banque centrale du Liberia

12^{ème} Assemblée Annuelle du Comité des Superviseurs de Banques d'Afrique de
l'Ouest et du Centre (CSBAOC)

(Libreville - Gabon, du 25 au 27 octobre 2006)

Introduction

Conformément au principe fixé par cet auguste organisation, l'objectif des présentes délibérations consiste à présenter une évaluation succincte des derniers développements survenus et des expériences acquises dans le processus de surveillance du secteur financier du Libéria au cours de l'année dernière.

Derniers développements

Secteur bancaire

Les banques en activité au Libéria sont au nombre de cinq (5) dont quatre banques commerciales privées et un établissement hybride dans lequel le gouvernement détient 22 pourcent des actions. Le secteur bancaire est en grande partie l'apanage des expatriés. En outre, il existe dix (10) banques inactives desquelles deux sont des établissements publics qui n'ont pas encore été ressuscitées ou liquidées et quatre (4) sont actuellement en cours de liquidation. Deux des cinq banques possèdent des agences à travers le pays.

Par ailleurs, le secteur financier comprend des compagnies d'assurances, des établissements de microfinance, des bureaux de change, des structures de transfert d'argent et des institutions financières non bancaires organisées de façon informelle.

Conformément à la « Nouvelle Loi sur les Etablissements Financiers » de 1999 (Loi sur les banques), la Banque centrale est habilitée à agréer, réglementer et superviser à la fois les banques et les institutions financières non bancaires. Cependant, la Banque centrale n'applique pas encore pleinement la Loi du fait de l'absence d'une autorité de supervision touchant le secteur des assurances. Le système bancaire du Libéria qui constitue le sous-secteur le plus important du secteur financier connaît des difficultés. Quatre des cinq banques actives sont placées sous un programme réglementaire d'abstention. Toutes les banques ont enregistré une

embellie dans leur portefeuille de prêts et un niveau élevé de liquidités du fait de l'intensité des activités dans le pays.

Dans le cadre des initiatives envisagées pour relancer le secteur bancaire du Libéria, la Banque centrale a, en juin 2006, mis en place une commission de réforme bancaire du secteur bancaire du Libéria chargée d'élaborer un plan directeur devant régir la réforme du système. La commission doit atteindre un double objectif: résoudre le problème des banques inactives et trouver des voies et moyens de rendre les banques actives fiables.

Processus de supervision

La pratique actuelle de la supervision bancaire se caractérise principalement de contrôles effectués sur place et de surveillance sans agents sur les lieux des institutions financières agréées. La Banque centrale n'a pas encore adopté le Nouvel Accord sur les capitaux.

Néanmoins, la rédaction récente et l'adoption d'un manuel sur le contrôle *in situ* renforce le contrôle et la supervision des banques.

Plusieurs nouvelles directives ont été données pendant cette période.

Auto évaluation

La Banque centrale a effectué une auto évaluation de son processus de supervision afin de s'assurer de sa conformité aux principes de base de Bâle. L'auto évaluation qui se fonde sur lesdits principes repose sur les lignes directrices du Comité de Bâle et a été effectuée entre avril et juin 2006 avec le soutien du conseiller au Trésor américain du pays.

Les résultats de l'auto évaluation ont montré que l'état actuel de l'autorité de surveillance au niveau de la Banque centrale du Libéria n'est qu'à moitié conforme aux vingt-cinq (25) Principes de base de Bâle. Le Département s'emploie à mettre en œuvre dans son intégralité les principes de base.

Lutte contre le blanchiment des capitaux

Le pouvoir législatif a voté une loi contre le blanchiment des capitaux qui a été adoptée en janvier 2002. Malheureusement, la loi n'est pas encore appliquée parce que le personnel des institutions concernées n'a pas la formation requise en la matière.

Entre temps, la Banque centrale a prescrit un règlement sur le KYC- Know Your Customer- « Connaître Votre Client ». Par ailleurs, toutes les banques commerciales sont convenues non seulement d'appliquer cette mesure mais aussi de s'y conformer lors de leurs activités bancaires.

L'assistance technique du FMI et du Trésor américain

Le Département du système monétaire et financier du Fonds monétaire international (FMI) et le Bureau de l'assistance technique du Département du Trésor des Etats-unis d'Amérique fournissent l'assistance technique à la Banque centrale du Libéria (CBL) pour appuyer les efforts qu'elle déploie pour réformer le système bancaire.

De fait, les deux institutions fournissent l'assistance technique dans les domaines de la restructuration bancaire, la supervision bancaire, le renforcement des opérations de change des banques et des bureaux, et les opérations monétaires.